

Le 8 février 2021

February 8, 2021

L'honorable Ernie Steeves
Ministre des Finances
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Place Chancery
C.P. 6000
Fredericton (N.-B.) E3B 5H1

Honourable Ernie Steeves
Minister of Finance
Government of New Brunswick
Chancery Place
P.O. Box 6000
Fredericton, N.B. E3B 5H1

Objet : Budget provincial du Nouveau-Brunswick 2021-2022

Subject: New Brunswick Provincial Budget 2021-2022

Monsieur le Ministre,

Dear Minister Steeves,

Je vous écris à titre de président de la Fédération des associations de professeures et professeurs d'université du Nouveau-Brunswick (FAPPUNB), un organisme qui représente 1 500 membres des corps professoraux et bibliothécaires des quatre universités publiques du Nouveau-Brunswick, pour vous transmettre nos commentaires et suggestions au nom de nos membres sur le budget de 2021-2022 du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

I am writing to you as President of the Federation of New Brunswick Faculty Associations (FNBFA), an association that represents 1,500 university faculty members and academic librarians from all four of New Brunswick's public universities, to provide input on behalf of our members on the Government of New Brunswick's 2021-2022 budget.

En juin 2020, Statistique Canada a publié une étude sur l'évolution entre 2000-2001 et 2018-2019 du taux de participation des jeunes de 18-24 ans aux études universitaires et collégiales. Le constat qui ressort de cette étude est le suivant : le Nouveau-Brunswick est en queue de peloton au Canada avec un taux de 34 %, inchangé entre les deux années de référence, alors que partout ailleurs (sauf dans les provinces maritimes) ce taux a connu une augmentation pour atteindre 44 % au plan national. Une telle statistique se révèle très préoccupante, et d'autant plus en cette période critique de pandémie et alors que nous réfléchissons à la relance de l'économie de notre province post-pandémie.

In June 2020, Statistics Canada published a study on the change between 2000-2001 and 2018-2019 in the participation rate of young people aged 18-24 in university and college studies. The finding that emerges from this study is as follows: New Brunswick is at the bottom of the list in Canada with a rate of 34%, unchanged between the two reference years, while everywhere else (except in the Maritime provinces) this rate increased to 44% nationally. Such a statistic is very worrying, and all the more so in this critical period of the pandemic and as we reflect on the revival of the post-pandemic economy of our province.

Permettez-nous de faire ici un simple rappel : l'éducation en général, celle postsecondaire en particulier, ne doit pas être perçue comme un luxe privé que l'on se paie seulement lorsque tout va bien ; elle est un bien public, composante essentielle d'une société moderne, libre et démocratique, et le moteur d'une économie forte et résiliente, d'autant plus lorsque cette dernière fait face à une crise majeure. Le développement social, humain et économique du Nouveau-Brunswick repose en grande partie sur les connaissances issues de l'éducation et de la recherche postsecondaires.

Malgré cette évidence, le financement public de nos universités publiques a grandement diminué au cours des dernières décennies. Selon des données publiées par l'ACPPU (Association canadienne des professeures et professeurs d'université), la part du financement gouvernemental du Nouveau-Brunswick aux revenus d'exploitation de ses universités publiques a baissé d'environ 80 % à 56 % entre 1985 et 2015.

Ce sous-financement pousse les universités publiques à prendre diverses mesures draconiennes afin de pallier le chronique manque à gagner. L'une de ces mesures dont les conséquences à moyen et à long termes sont les plus dommageables pour l'éducation des jeunes du Nouveau-Brunswick est de ne pas remplacer les membres du personnel académique permanent lors de leur départ à la retraite ou pour toute autre raison, et d'embaucher du personnel enseignant à titre précaire. Cette situation compromet la capacité des universités publiques du Nouveau-Brunswick et des corps professoraux de planifier, d'innover et de fournir des programmes de grande qualité dont nos jeunes gens ont besoin pour réussir et s'épanouir ici, dans notre province. Ce sous-financement des universités publiques a pour autre conséquence l'augmentation des frais de scolarité universitaire rendant de plus en plus difficile,

Let us offer a simple reminder here: education in general, post-secondary education in particular, should not be seen as a private luxury that one can afford only when everything is going well; it is a public good, an essential component of a modern, free and democratic society, and the engine of a strong and resilient economy, especially when the latter faces a major crisis. New Brunswick's social, human and economic development relies heavily on knowledge stemming from post-secondary education and research.

Despite this evidence, the public funding for our public universities has greatly decreased in recent decades. According to the data published by CAUT (Canadian Association of University Teachers), the share of New Brunswick government funding in the operating revenues of its public universities fell from about 80% to 56% between 1985 and 2015.

This underfunding is pushing public universities to take various drastic measures to compensate for the chronic shortfall. One of these measures, the medium and long-term consequences of which are the most damaging for the education of young New Brunswickers, is to not replace members of the permanent academic staff when they retire or leave for any other reason, and to hire teaching staff on a precarious basis instead. This threatens the ability of New Brunswick's public universities and faculty to plan, innovate and deliver the high-quality programs our young people need to succeed and thrive here in our province. Another consequence of this underfunding of public universities is the increase in university tuition fees making it increasingly difficult for middle and poor class children in New Brunswick to access the social ladder that is post-secondary education to get out of economic precariousness.

pour les enfants de classes moyenne et pauvre du Nouveau-Brunswick, l'accès à l'échelle sociale qu'est l'éducation postsecondaire pour sortir de la précarité économique.

Dans le contexte actuel de la pandémie Covid-19, les universités publiques ont dû se réajuster et faire d'importantes dépenses non planifiées afin de sécuriser leurs sites et continuer d'assurer la formation des jeunes. Bien plus, les diverses mesures de protection mises en place à divers niveaux, ont rendu difficiles le recrutement et l'arrivée sur nos campus des étudiantes et étudiants internationaux dont les frais de scolarité élevés sont une autre manière pour les universités publiques de pallier le sous-financement provincial. Prenant conscience de la difficulté supplémentaire que vivent les universités publiques en raison de la pandémie, la province sœur de Nouvelle-Écosse a récemment accordé une aide additionnelle de 25 millions \$ à ses universités publiques.

Une éducation de qualité pour nos concitoyennes et nos concitoyens est indispensable à l'essor de notre société et à la relance de son économie. La vaste gamme d'expertises de nos professeures, professeurs, bibliothécaires, chercheuses et chercheurs contribue à la compréhension et aux solutions des phénomènes tels que celui que nous vivons présentement. La santé publique, les problèmes psychologiques liés au confinement, la réorganisation du travail, l'éducation des jeunes comme des adultes, la gestion des risques, les conséquences particulières pour les enfants, les parents et les aînés sont autant de domaines où l'éducation et la recherche universitaire nous seront très utiles pour rebondir après la crise. Les expertises de nos économistes, sociologues, historiennes/historiens, philosophes et autres spécialistes des sciences humaines et fondamentales, pour ne nommer que celles- et ceux-là, seront grandement désirées.

In the current context of the Covid-19 pandemic, public universities have had to readjust and make significant unplanned expenses in order to secure their campuses and continue to provide training for young people. Moreover, the various protective measures put in place at various levels have made difficult the recruitment and arrival on our campuses of international students whose high tuition fees are another way for public universities to compensate for the provincial underfunding. Realizing the increased difficulty that public universities are experiencing as a result of the pandemic, the sister province of Nova Scotia recently granted an additional \$25 million in assistance to its public universities.

Quality education for our fellow citizens is essential for the development of our society and the revival of its economy. The wide range of expertise of our professors, librarians, researchers contributes to the understanding and solutions of phenomena such as the one we are experiencing today. Public health, the psychological problems linked to confinement, the reorganization of work, the education of young people and adults, risk management, the particular consequences for children, parents and the elderly are all areas where education and university research will be very useful for us to bounce back from the crisis. The expertise of our economists, sociologists, historians, philosophers and other specialists in the human and basic sciences, to name just a few, will be greatly desired.

Le prochain budget constitue une opportunité rêvée pour résolument inverser la tendance négative des dernières décennies et démontrer notre foi dans une jeunesse bien éduquée pour porter l'essor et le développement économique de notre province.

Pour s'acquitter adéquatement de leur responsabilité d'éducation de la jeunesse provinciale et de pleine contribution à la sortie de crise, l'innovation et le développement économique de notre province, les universités publiques doivent pouvoir compter sur un financement stable, adéquat et soutenu dans le temps.

Je vous demande, ainsi que mes collègues, de commencer à inverser la tendance des dernières décennies en augmentant les subventions d'exploitation des universités publiques de notre province. Bien que nous reconnaissons et appuyions entièrement l'aide qui est actuellement accordée à nos étudiantes et étudiants sous forme d'allègement des droits de scolarité, ces programmes ne nous aident pas à récupérer tout ce qui a été perdu au cours des 30 dernières années en matière de coûts d'exploitation universitaires. Il est primordial que ces subventions d'exploitation soient prévisibles, qu'elles suivent l'inflation et qu'elles soient entièrement utilisées pour renforcer la mission et les programmes des universités publiques.

La durabilité, la qualité et l'accessibilité de nos institutions d'éducation postsecondaire sont le gage d'un avenir prospère pour notre province. Ce gage ne pourrait être assuré sans un financement conséquent et soutenu. Nous vous faisons également remarquer que les économistes Richard Saillant (du Nouveau-Brunswick) et Jerome Powell (président de la Réserve fédérale américaine) ont récemment affirmé que le véritable danger dans la situation actuelle n'est pas de trop investir dans la

The upcoming budget is a great opportunity to resolutely reverse the negative trend of the recent decades and demonstrate our faith in well-educated youth to drive the growth and economic development of our province.

To adequately fulfill their responsibility for educating provincial youth and to fully contribute to the end of the crisis, innovation and the economic development of our province, public universities must be able to count on stable, adequate and sustained funding over time.

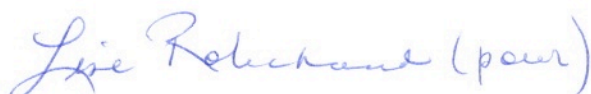
I, as well as my colleagues, ask you to begin to reverse the trend of recent decades by increasing operating grants to public universities in our province. While we fully recognize and support the assistance that is currently being given to our students in the form of tuition relief, these programs do not help us recover all that has been lost over the past 30 years in terms of university operating costs. It is essential that these operating subsidies be predictable, that they keep pace with inflation, and that they are fully utilized to strengthen the mission and programs of public universities.

The sustainability, quality and accessibility of our post-secondary educational institutions guarantee a prosperous future for our province. This pledge cannot be guaranteed without substantial and sustained funding. We also want to point out to you that economists Richard Saillant (from New Brunswick) and Jerome Powell (chairman of the US Federal Reserve) recently stated that the real danger in the current situation is not to invest too much in financial stimulus, but to invest too little. So, let's invest in our future!

relance, mais de ne pas investir suffisamment.
Investissons donc dans notre avenir !

Je suis prêt à vous rencontrer en tout temps afin de discuter de ces enjeux fondamentaux et pour répondre à toute question ou pour fournir des renseignements supplémentaires. Nous espérons aussi que, comme par le passé, la FAPPUNB sera invitée à la rencontre à huis clos des parties prenantes, si cette pratique demeure.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.



Hector Guy Adégbidi
Président

cc.: Premier ministre Blaine Higgs
Hon. Trevor A. Holder, Ministre de
l'Éducation postsecondaire, Formation
et Travail
M. Jacques LeBlanc, porte-parole de
l'opposition officielle en matière
d'éducation postsecondaire
M. David Coon, chef du Parti vert du
Nouveau-Brunswick et porte-parole du
parti en matière d'éducation
postsecondaire
M. Kris Austin, chef de l'Alliance des
gens du Nouveau-Brunswick

I am ready to meet with you at any time to discuss these fundamental issues and to answer any questions or provide additional information. We also hope that, as in the past, the FNBFA will be invited to the closed meeting of stakeholders, if this practice were to continue.

Respectfully,



Hector Guy Adégbidi
President

c.c.: Premier Blaine Higgs
Hon. Trevor A. Holder, Minister of Post-
Secondary Education, Training and
Labour
Mr. Jacques LeBlanc, Official Opposition
Critic for Post-Secondary Education

Mr. David Coon, leader of the New
Brunswick Green Party and party critic
for Post-Secondary Education

Mr. Kris Austin, leader of the People's
Alliance of New Brunswick